

PS. oct.

INTERVENTION DE PIERRE MAUROY
INTERNATIONALE SOCIALISTE
NEW YORK

8 octobre 1990

"Pour un plan d'urgence"

Cher Président, chers camarades,

Le sous-développement et les rapports Nord/Sud constituent pour nous des thèmes de réflexion anciens. Mais si nous en débattons à nouveau aujourd'hui, je crois qu'il faut prendre conscience des grands changements qui sont intervenus.

Oui, les données internationales ont changé et notre présence pour la première fois à New York est à cet égard symbolique. Parce que le Maire de New York a souhaité nous accueillir dans cette ville à la fois l'une des plus prestigieuses métropoles occidentales mais qui porte aussi les marques de la misère et de la pauvreté. Parce que New York abrite aussi l'Organisation des Nations Unies qui porte plus que tout autre l'espoir aujourd'hui d'un nouvel ordre international.

Depuis plus de deux mois que dure la crise du Golfe Arabo-Persique, l'ONU, enfin sortie de la paralysie dans laquelle l'avait enfermé la guerre froide, oui, l'ONU a agi. Avec rapidité. Avec cohésion. Avec fermeté.

Les membres de l'Internationale Socialiste doivent s'en réjouir car nous appelons de nos vœux depuis de longues années la naissance d'un système efficace de sécurité collective. Et nous devons réfléchir aux moyens technologiques d'une vigilance internationale plus poussée pour garantir la paix en réglant les conflits et empêcher la prolifération et la dissémination des armes nucléaires et l'interdiction des armes chimiques dans un contexte de désarmement progressif et général.

Nous devons aussi expliquer qu'il ne s'agit là, ni d'un conflit entre les Etats-Unis et l'Irak ni d'un conflit entre pays Arabes et pays occidentaux. Et nous devons surtout éviter d'en faire la préfiguration d'un conflit Nord/Sud.

Ce qui est en jeu et ce que nous devons défendre, c'est le respect du droit international, de l'intangibilité des frontières et du droit des gens. Mais ce à quoi nous devons songer au-delà, c'est à la nécessité de rétablir l'ensemble des équilibres régionaux sur la base des résolutions des Nations-Unies.

Chacun sent bien qu'aujourd'hui, les questions de la paix, de la démocratie et du développement se posent en termes radicalement différents. Mais nous ne saurons saisir cette chance qui s'offre à nous que si nous sommes assez lucides et assez mobilisés pour conjurer trois risques :

- Le premier, c'est la tentation du repli pour les pays occidentaux.

L'Allemagne doit aujourd'hui organiser - et il n'y a là rien d'illégitime - ses retrouvailles avec elle-même et nous pouvons comprendre que elle soit

accaparée par cette unification que nous avons saluée.

Les douze Etats Membres de la Communauté Européenne se préparent à l'ouverture du Marché Unique qui représente pour eux une nouvelle frontière. Ils espèrent aussi rassembler dans une Confédération les pays d'Europe Centrale et Orientale qui recouvrent la liberté. Bref ils scrutent un nouvel horizon, même s'il est encore lointain.

Quant aux Etats-Unis d'Amérique, ils ressentent également la nécessité de régler prioritairement leurs propres problèmes, qu'il s'agisse de l'endettement ou des déficits budgétaires et commerciaux.

Le trait commun à ces préoccupations diverses, c'est le risque du repli sur soi ou entre soi.

Est-il pour autant inéluctable que les pays en développement soient plongés dans l'oubli? Est-il inévitable que la signature des quatrièmes accords de Lomé soit largement passée inaperçue? Est-il inconcevable que parmi les grandes tendances, que deux experts en prospective de renommée internationale ont cru déceler pour la décennie à venir, il n'y ait rien, pas un mot, sur le Sud?

- Le second risque, plus grave encore, c'est la tentation du renoncement.

Elle est forte car, comme écrivait récemment notre Président Willy Brandt : "toutes les tentatives en vue d'établir un dialogue Nord/Sud constructif dans les années 80 ont échoué les unes après les autres".

Regardons par exemple la situation des pays les moins avancés. Un plan d'action pour la décennie avait été adopté en 1980 à la Conférence de Paris. Les objectifs fixés n'ont dans l'ensemble pas été atteints.

La situation s'est même aggravée. Dix pays de plus sont venus rejoindre les 31 pays les moins avancés. Pas un de ceux-ci n'a pu sortir de cette catégorie. La croissance économique est demeurée le plus souvent inférieure à la croissance démographique. Et les pays riches ont inégalement tenu leurs engagements financiers.

Comment dès lors ne pas percevoir le risque d'un fléchissement de la volonté des pays riches devant des pays pauvres qui deviennent encore plus pauvres, devant des problèmes si vastes et si difficiles qu'ils en paraissent insolubles ?

- Le dernier risque, c'est l'acceptation du statut quo instable qui caractérise la situation actuelle. Les variations erratiques que provoque le jeu du marché ont des effets dramatiques. Les pays occidentaux les ont mesurés lors des deux premiers chocs pétroliers. Ils les redoutent à nouveau aujourd'hui. Mais ils savent aussi qu'ils ne seront pas les plus touchés. Et ils doivent imaginer les affres dans lesquels se débattent des pays en développement endettés, qui doivent importer du pétrole, rembourser et prévoir des actions à long terme alors que leurs recettes d'exportations fluctuent, plus souvent à la baisse qu'à la hausse d'ailleurs, au gré des marchés de matières premières.

Mes chers camarades, si j'ai voulu d'entrée de jeu évoquer directement et

lucidement ces risques, c'est parce que je crois vraiment que ces risques sont graves et réels. Parce que l'Histoire nous montre qu'il faut savoir saisir les chances qu'offrent les situations nouvelles. Parce que, aussi, ils reposent sur une illusion.

L'illusion de croire que l'équilibre du Monde peut rester figé sur ce modèle inégalitaire où l'aisance d'un milliard d'hommes et de femmes côtoie la misère des 4 milliards restants. L'illusion que l'on a le temps alors qu'il y a urgence.

Oui, lorsque chaque année 14 millions d'enfants meurent de faim, de soif ou de maladies curables, lorsque chaque année l'avancée du désert rend inculte des surfaces aussi grandes que l'Autriche, lorsque chaque année les transferts financiers entre pays riches et pays pauvres se font au détriment des plus pauvres et pour des montants toujours croissants, il y a urgence.

Aujourd'hui, les inégalités s'accroissent. Leur domaine s'étend. Et surtout la conscience de ces inégalités se fait plus aiguë car nous vivons dans ce qu'un écrivain français, Paul Valéry, avait appelé "le temps du monde fini".

Il peut en résulter demain des pulsions de désespoir et des risques d'affrontements. Il en résulte dès maintenant des mouvements de population, des recherches d'espérance par l'exode ou l'exil, fut ce au prix de la vie : un enfant africain a été récemment retrouvé dans le train d'atterrissage d'un avion où il s'était laissé enfermer. Cela doit nous faire réfléchir. On brave la mort pour l'exil, l'émigration.

Cette urgence, c'est à notre génération d'y répondre. Et pour cela, il faut ici, non pas résoudre tous les problèmes mais au moins les poser clairement et s'accorder sur l'analyse, sur la démarche et sur le rôle des uns et des autres.

L'évidence, c'est qu'évoquer le "Nord" et le "Sud" relève davantage d'une habitude et d'une commodité de langage que d'une réalité tant la diversité des pays en développement est grande. Et que par conséquent, il faut apporter des réponses moins globales et mieux adaptées à cette diversité.

L'évidence, c'est que si l'économie de marché est un bon système de production de richesses, elle a besoin de contrepoids et de régulateurs.

L'évidence, c'est que les dépenses d'armement des pays du Tiers-Monde continuent de croître, que nous connaissons tous le lien entre surarmement et sous-développement et qu'il n'est que temps, comme dans la prophétie messianique, de transformer les armes en socs de charrue.

En un mot, devant les chances qu'offre la nouvelle donne internationale, devant la gravité de la situation, il est temps de mettre en place un véritable plan d'urgence au niveau mondial en organisant une grande conférence entre pays riches et pays pauvres comme le Président de la République, François Mitterrand, l'avait proposé au Sommet de l'Arche en juillet 1989.

Nous connaissons tous les obstacles politiques et techniques d'une telle ambition.

Nous en connaissons aussi les obstacles financiers. En obligeant les pays en

développement à rembourser une dette globale supérieure à 1 300 milliards de dollars, contractée à des taux d'intérêts variables et dans une monnaie fluctuante, on entrave le développement. On risque aussi d'édifier un nouveau mur d'incompréhension entre le Nord et le Sud tant il est vrai que l'égoïsme aujourd'hui est sans doute la plus efficace manière pour tout perdre demain.

Depuis 1981 et le Sommet de Cancun, François Mitterrand s'est fait l'écho de ces préoccupations. Et depuis lors, chaque Sommet, de Toronto à Dakar, de l'Arche à La Baule et plus récemment encore à Paris marque une nouvelle étape dans la voie de l'aménagement et de la réduction de la dette.

Notre responsabilité à nous est de nous situer le plus en pointe possible et j'approuve totalement les propositions contenues dans le projet de résolution sur ce sujet.

Au-delà des obstacles financiers, ne nous cachons pas non plus ses difficultés idéologiques.

Il y a, d'une part, une difficulté propre, je crois, aux pays occidentaux. La solidarité au sein de nos sociétés: les travailleurs socialistes en ont lancé avec les syndicats, les mutuelles et les partis politiques. Elle s'est ensuite étendue à l'ensemble de nos pays par la création d'un système de protection sociale. Mais, alors même que la pauvreté subsiste, que les inégalités demeurent fortes et que nous savons tous les oppositions que nous rencontrons lorsque nous voulons les réduire, comment réussirons-nous faire partager la nécessité d'étendre au Monde entier cette solidarité ? A nous de relever ce défi et d'avoir le courage de mener campagne dans nos pays respectifs.

Il y a d'autre part une autre difficulté qui tient à l'absence de modèle après l'écroulement du communisme. Le communisme avait représenté une espérance pour beaucoup de pays en développement.

Il laisse, d'une certaine manière, beaucoup de pays désemparés. ou plutôt inquiets devant les ravages du libéralisme triomphant. A l'Internationale Socialiste la responsabilité de combler ce vide en faisant preuve d'audace, d'imagination et de volonté.

En dépit de la gravité de la situation présente, je voudrais terminer par une note d'espoir.

Le problème de la dette peut trouver des solutions - François Mitterrand a montré le chemin -, des accords de produits fonctionnent, les fractures idéologiques se sont réduites, la prise de conscience des pays occidentaux semble progresser.

Bref, la nouvelle donne internationale peut enfin déboucher sur un plan d'urgence à la hauteur de ce que réclame cette situation. Tel est en tout cas notre devoir et notre ambition.